

État des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

Attention ! s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

N° 2020-DDT-SE n°405 du 22 | 12 | 2020 mis à jour le | |

Adresse de l'immeuble Code postal ou Insee Commune
 parcelle AE n°764 91550 PARAY VIEILLE POSTE

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N ¹Oui Non

prescrit anticipé approuvé date | |

¹Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondations autres _____

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN ²Oui Non

²Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés : Oui Non

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR N ¹Oui Non

prescrit anticipé approuvé date | |

¹Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondations autres _____

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN ²Oui Non

²Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés : Oui Non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M ³Oui Non

prescrit anticipé approuvé date | |

³Si oui, les risques miniers pris en considération sont liés à :

mouvement de terrain autres _____

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM ⁴Oui Non

⁴Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés : Oui Non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR T prescrit et non encore approuvé ⁵Oui Non

⁵Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique effet thermique effet de surpression

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé ⁵Oui Non

> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement Oui Non

> L'immeuble est situé en zone de prescription Oui Non

⁶Si oui la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés Oui Non

⁶Si oui la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location. Oui Non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en :

Zone 1
très faible

Zone 2
faible

Zone 3
modérée

Zone 4
moyenne

Zone 5
forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3

Oui

Non

Information relative à la pollution des sols

> Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)

Oui

Non

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente

* catastrophe naturelle minière ou technologique

Oui

Non

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte



Vendeur/bailleur

date/lieu

Acquéreur/locataire

Le 19 Mai 2022 à LONGJUMEAU



Information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols, pour en savoir plus, consultez le site Internet :

www.georisques.gouv.fr

Arrêté n° 2020-DDT-SE-N° 405 du 22 décembre 2020

portant sur l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs et la pollution des sols dans le département de l'Essonne

**Le Préfet de l'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 à L.125-7 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs ainsi que les articles L.563-1 et R.563-1 à D.563-8-1 relatifs à la prévention du risque sismique ; et les articles L.556-2 et R.125-41 à R.125-47 relatifs aux secteurs d'information sur les sols ;

VU le décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L. 125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Éric JALON, préfet hors classe, en qualité de préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté 2018-DDT-SE-n°265 en date du 13 juin 2018 portant sur l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

VU l'arrêté n°2020-PREF-DCPPAT-BCA-164 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Philippe ROGIER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

VU l'arrêté N°2020-DDT-SG-BAJAF-231 du 28 août 2020 portant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires ;

VU les arrêtés n°2020-PREF/DCPPAT/BUPPE/255 à 265 du 26 octobre 2020 instituant un ou des secteurs d'information sur les sols (SIS) sur les communes d'Angerville, Athis-Mons, Brétigny-sur-Orge, Dourdan, Épinay sous sénart, Étampes, Lisses, Longjumeau, Massy, Montlhéry, Ris-Orangis ;

VU l'arrêté n°2020-DDT-SE-N°390 du 16 décembre 2020 portant sur l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques majeurs et la pollution des sols dans le département de l'Essonne ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour la liste des communes pour lesquelles un ou des secteurs d'information sur les sols (SIS) existent et doit être délivrée aux acquéreurs et locataires de biens immobiliers ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour l'arrêté n°2020-DDT-SE-N°390 du 16 décembre 2020 en raison d'une erreur matérielle ;

ARRÊTE

Article premier :

L'obligation d'information prévue aux articles L.125-5 à L.125-7 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes listées en annexe du présent arrêté.

Article 2 :

L'identification de secteurs d'informations sur les sols (SIS) a été instituée le 26 octobre 2020. L'état des risques naturels et technologiques dans les communes mentionnées à l'article 1 doit donc intégrer ces éléments afin d'assurer la bonne information des acquéreurs et locataires.

Article 3 :

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes figurant dans la liste visée à l'article 1 et au président de la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée sera affiché dans les mairies de ces communes.

Le présent arrêté ainsi que ses modalités de consultation feront l'objet d'une mention dans le journal Le Parisien/édition de l'Essonne et sera également accessible sur le site Internet des services de l'État dans l'Essonne : <http://www.essonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Transactions-immobilieres-et-installations-classees/Information-Acquereurs-Locataires>

Article 4 :

L'arrêté préfectoral n°2020-DDT-SE-N°390 en date du 16 décembre 2020 est abrogé.

Article 5 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental des territoires et les maires du département concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Essonne.

Pour le préfet, et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires,
et par subdélégation

La Cheffe du Service Environnement


Sandrine FAUCHET

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2020-DDT-SE-N° 405 en date du 22 décembre 2020
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques
naturels prévisibles et technologiques majeurs et la pollution des sols dans le département de l'Essonne**

Liste des communes où s'applique l'obligation d'annexer un état des risques naturels prévisibles et technologiques à tout contrat de vente ou de location

| N°INSEE | Communes | PPRn prescrit | PPRn approuvé | PPRT prescrit | PPRT approuvé | SIS | Zonage sismique |
|---------|-------------------------|--|---|---------------|------------------------------|-----|-----------------|
| 91016 | Angerville | | | | | x | 1 |
| 91021 | Arpajon | Inond.(Rémarde) | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | | 1 |
| 91027 | Athis-Mons | | Inond. (Orge - Sallemouille) Inond.(Seine) | | Suppression Thermique (SMCA) | x | 1 |
| 91045 | Ballancourt-sur-Essonne | | Inond.(Essonne) | | | | 1 |
| 91047 | Baulne | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |
| 91064 | Bièvres | | Inond.(Bièvre – ru de Vauhalla) | | | | 1 |
| 91069 | Boigneville | | Inond.(Essonne) | | | | 1 |
| 91097 | Boussy-Saint-Antoine | | Inond. (Yerres) | | | | 1 |
| 91099 | Boutigny-sur-Essonne | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |
| 91100 | Bouville | | | | Suppression thermique (SEA) | | 1 |
| 91103 | Brétigny-sur-Orge | | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | x | 1 |
| 91105 | Breuillet | Inond. (Rémarde) | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | x | 1 |
| 91106 | Breux-Jouy | | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | | 1 |
| 91111 | Briis-sous-Forges | Inond. (Charmoise) Inond.(Prédecelle) | | | | | 1 |
| 91114 | Brunoy | | Inond.(Yerres) | | | | 1 |
| 91115 | Bruyères-le-Châtel | Inond.(Charmoise) Inond. (Rémarde) | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | | 1 |
| 91121 | Buno-Bonnevaux | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |

| N°INSEE | Communes | PPRn prescrit | PPRn approuvé | PPRT prescrit | PPRT approuvé | SIS | Zonage sismique |
|---------|--------------------------|---|---|---------------|--------------------------------------|-----|-----------------|
| 91122 | Bures-sur-Yvette | | Inond. (Yvette) | | | | 1 |
| 91129 | Cerny | | Inond. (Essonne) | | Suppression Thermique (SFDM) | | 1 |
| 91135 | Champcueil | | | | | x | 1 |
| 91136 | Champlan | | Inond. (Yvette) | | | | 1 |
| 91161 | Chilly-Mazarin | | Inond. (Yvette) | | | | 1 |
| 91174 | Corbeil-Essonnes | | Inond. (Seine) Inond. (Essonne) | | | x | 1 |
| 91175 | Corbreuse | | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | | |
| 91179 | Coudray-Montceaux | | Inond. (Seine) | | | | 1 |
| 91184 | Courdimanche-sur-Essonne | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |
| 91186 | Courson-Monteloup | Inond. (Charmoise) Inond. (Prédecelle) | | | | | 1 |
| 91191 | Crosne | | Inond. (Yerres) | | | | 1 |
| 91198 | D'Huisson-Longueville | | Inond. (Essonne) | | Suppression Thermique (SFDM) | | 1 |
| 91200 | Dourdan | | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | x | 1 |
| 91201 | Draveil | | Inond. (Seine) | | Suppression Thermique (CIM Antargaz) | | 1 |
| 91204 | Écharcon | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |
| 91207 | Égly | | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | | 1 |
| 91215 | Épinay-sous-Sénart | | Inond. (Yerres) | | | x | 1 |
| 91216 | Épinay-sur-Orge | | Inond. (Orge - Sallemouille) Inond. (Yvette) | | | | 1 |
| 91223 | Étampes | | | | | x | 1 |
| 91225 | Étiolles | | Inond. (Seine) | | | | 1 |
| 91228 | Évry | | Inond. (Seine) | | | | 1 |
| 91232 | Ferté-Alais (La) | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |
| 91243 | Fontenay-les-Briis | Inond. (Charmoise) | | | | | 1 |
| 91244 | Fontenay-le-Vicomte | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |

| N°INSEE | Communes | PPRn prescrit | PPRn approuvé | PPRT prescrit | PPRT approuvé | SIS | Zonage sismique |
|---------|-------------------------|---------------------|--|---------------|--|-----|-----------------|
| 91249 | Forges-les-Bains | Inond. (Prédecelle) | | | | | 1 |
| 91272 | Gif-sur-Yvette | | Inond. (Yvette) | | | x | 1 |
| 91273 | Gironville-sur-Essonne | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |
| 91274 | Gometz-la-Ville | | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | | |
| 91275 | Gometz-le-Châtel | | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | | |
| 91286 | Grigny | | Inond. (Seine) | | Suppression Thermique (CIM Antargaz) | | 1 |
| 91293 | Guigneville-sur-Essonne | | Inond. (Essonne) | | Suppression Thermique (SFDM) | | 1 |
| 91312 | Igny | | Inond. (Bièvre – ru de Vauhalla) | | | | 1 |
| 91315 | Itteville | | Inond. (Essonne) | | Suppression Thermique Toxique (Herakles-Isochem) | | 1 |
| 91319 | Janvry | Inond. (Charmoise) | Inond. (Orge - Sallemouille) | | | | 1 |
| 91326 | Juvisy-sur-Orge | | Inond. (Seine) Inond. (Orge - Sallemouille) | | | | 1 |
| 91330 | Lardy | | | | | x | 1 |
| 91333 | Leuville-sur-Orge | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91338 | Limours | Inond. (Prédecelle) | | | | x | 1 |
| 91310 | Linas | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | |
| 91340 | Lisses | | Inond. (Essonne) | | | x | 1 |
| 91345 | Longjumeau | | Inond. (Yvette) | | | x | 1 |
| 91347 | Longpont-sur-Orge | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91359 | Maisse | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |
| 91363 | Marcoussis | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | |
| 91377 | Massy | | Inond. (Bièvre – ru de Vauhalla) | | | x | 1 |
| 91386 | Menecy | | Inond. (Essonne) | | | x | 1 |
| 91390 | Méréville | | | | | x | 1 |

| N°INSEE | Communes | PPRn prescrit | PPRn approuvé | PPRT prescrit | PPRT approuvé | SIS | Zonage sismique |
|---------|---------------------------|---------------------|-----------------------------------|---------------|--|-----|-----------------|
| 91421 | Montgeron | | Inond. (Seine) Inond. (Yerres) | | | | 1 |
| 91425 | Montlhéry | | | | | x | 1 |
| 91434 | Morsang-sur-Orge | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91435 | Morsang-sur-Seine | | Inond. (Seine) | | | | 1 |
| 91461 | Ollainville | Inond. (Rémarde) | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91468 | Ormoy | | Inond. (Essonne) | | | x | 1 |
| 91471 | Orsay | | Inond. (Yvette) | | | x | 1 |
| 91473 | Orveau | | | | Suppression Thermique (SEA) | | 1 |
| 91477 | Palaiseau | | Inond. (Yvette) | | | | 1 |
| 91482 | Pecqueuse | Inond. (Prédecelle) | | | | | 1 |
| 91507 | Prunay-sur-Essonne | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |
| 91514 | Quincy-sous-Sénart | | Inond. (Yerres) | | | | 1 |
| 91521 | Ris-Orangis | | Inond. (Seine) | | Suppression Thermique (CIM Antargaz) | x | 1 |
| 91525 | Roinville-sous-Dourdan | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91540 | Saint-Chéron | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | Suppression Thermique Toxique (OM group) | x | 1 |
| 91546 | Saint-Cyr-sous-Dourdan | Inond. (Rémarde) | | | | | 1 |
| 91549 | Sainte-Geneviève-des-Bois | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91552 | Saint-Germain-lès-Arpajon | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91553 | Saint-Germain-lès-Corbeil | | Inond. (Seine) | | | | 1 |
| 91560 | Saint-Jean-de-Beauregard | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | |
| 91533 | Saclas | | | | | x | 1 |

| N°INSEE | Communes | PPRn prescrit | PPRn approuvé | PPRT prescrit | PPRT approuvé | SIS | Zonage sismique |
|---------|----------------------------|---|---|---------------|--|-----|-----------------|
| 91568 | Saint-Maurice-Montcouronne | Inond. (Prédecelle) Inond. (Rémarde) | | | | | 1 |
| 91570 | Saint-Michel-sur-Orge | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91573 | Saint-Pierre-du-Perray | | Inond. (Seine) | | | | 1 |
| 91577 | Saintry-sur-Seine | | Inond. (Seine) | | | | 1 |
| 91579 | Saint-Vrain | | | | Surpression Thermique Toxique (Herakles-Isochem) | | 1 |
| 91581 | Saint-Yon | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91587 | Saulx-les-Chartreux | | Inond. (Yvette) | | | | 1 |
| 91589 | Savigny-sur-Orge | | Inond. (Orge-Sallemouille) Inond. (Seine) Inond. (Yvette) | | | | 1 |
| 91593 | Sermaise | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | Surpression Thermique Toxique (OM group) | x | 1 |
| 91600 | Soisy-sur-Seine | | Inond. (Seine) | | | | 1 |
| 91430 | Vauhallan | | Inond.(Bièvre – ru de Vauhallan) | | | | |
| 91630 | Val-Saint-Germain (Le) | Inond. (Prédecelle) Inond. (Rémarde) | | | | | 1 |
| 91631 | Vareennes-Jarcy | | Inond. (Yerres) | | | | 1 |
| 91634 | Vaugrigneuse | Inond. (Prédecelle) | | | | | 1 |
| 91639 | Vayres-sur-Essonne | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |
| 91645 | Verrières-le-Buisson | | Inond. (Bièvre – ru de Vauhallan) | | | | 1 |
| 91649 | Vert-le-Petit | | Inond. (Essonne) | | Surpression Thermique Toxique (Herakles-Isochem) | | 1 |
| 91657 | Vigneux-sur-Seine | | Inond. (Seine) | | | | 1 |
| 91659 | Villabé | | Inond. (Essonne) | | | | 1 |

| N°INSEE | Communes | PPRn prescrit | PPRn approuvé | PPRT prescrit | PPRT approuvé | SIS | Zonage sismique |
|---------|-----------------------|---------------|--|---------------|---------------|-----|-----------------|
| 91661 | Villebon-sur-Yvette | | Inond. (Yvette) | | | | 1 |
| 91667 | Villemoisson-sur-Orge | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91685 | Villiers-sur-Orge | | Inond. (Orge-Sallemouille) | | | | 1 |
| 91687 | Viry-Châtillon | | Inond. (Orge-Sallemouille) Inond. (Seine) | | | x | 1 |
| 91691 | Yerres | | Inond. (Yerres) | | | | 1 |



Objet : aide au remplissage du formulaire de « l'État des risques et pollutions » en Essonne.

1/ Plans de Prévention de Risques Naturels

Les règlements des PPRN sont téléchargeables sur le site internet des services de l'État en Essonne (www.essonne.gouv.fr, rubrique « Politiques de l'État/Environnement, risques naturels et technologiques/Risques naturels/Risque inondation »).

Prescriptions de travaux dans les règlements des PPRN en Essonne

| PPRi de la Seine | PPRi de l'Yvette | PPRi de l'Yerres | PPRi de l'Essonne | PPRi de l'Orge et de la Sallemouille |
|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------------------------|
| oui | oui | non | non | oui |

2/ Plans de Prévention de Risques Miniers

Il n'y a **aucun** PPR miniers prescrit, appliqué par anticipation ou approuvé en Essonne.

3/ Plans de Prévention de Risques Technologiques

Les règlements des PPRT sont téléchargeables sur le site internet de la DRIEE Île-de-France (<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr>, rubrique Risques et Nuisances hormis les règlements des PPRT SFDM/SEA (parcs A, B, C et D) téléchargeables sur le site internet des services de l'État en Essonne (www.essonne.gouv.fr, rubrique « Politiques de l'État/Environnement, risques naturels et technologiques/Risques technologiques »).

Prescriptions de travaux portant sur les biens à usage d'habitation dans les règlements des PPRT

| | PPRT SMCA | PPRT OM Group | PPRT HERAKLES / ISOCHER | PPRT SFDM/SEA | PPRT CIM-ANTARGAZ |
|--|-----------|---------------|-------------------------|---------------|-------------------|
| Travaux prescrits sur les biens existants dans les zones | r et B | R et B | B1, B2 et B3 | Sans objet | R, r et B |

4/ Prise en compte de la sismicité et radon

L'ensemble du département de l'Essonne est classé en zone de sismicité 1 (aléa très faible) et en zone à potentiel radon de niveau 1 (faible). A noter que le département de l'Essonne n'est pas concerné par l'obligation d'informer les acquéreurs et locataires sur les risques "séisme" et "radon".

Etat des nuisances sonores aériennes

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être **annexé** à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2012/4640 du 21 | 12 | 2012 mis à jour le | |
Adresse de l'immeuble code postal ou Insee commune
Parcelle AE n°764 91550 PARAY-VIEILLE-POSTE

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB ¹ oui non
révisé approuvé date 21 | 12 | 2012

¹ Si oui, nom de l'aérodrome :

Aérodrome de PARIS-ORLY

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation ² oui non
² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB ¹ oui non
révisé approuvé | | | date | | |

¹ Si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :
zone A¹ zone B² zone C³ zone D⁴
forte forte modérée

¹ (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 celle et 62)

³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisi entre 57 et 55)

⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quatercivies A du code général des impôts.(et sous réserve des dispositions de l'article L.112-9 du code l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances présent en compte

Le plan d'exposition au bruit est consultable sur le site Internet du Géoportail de l'institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N) à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/>

Extrait de plan issu du site Géoportail.fr faisant apparaître les P.E.B. (Plan d'exposition au bruit). Celui-ci montre la présence de P.E.B. sur l'immeuble précité sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE.

vendeur / bailleur

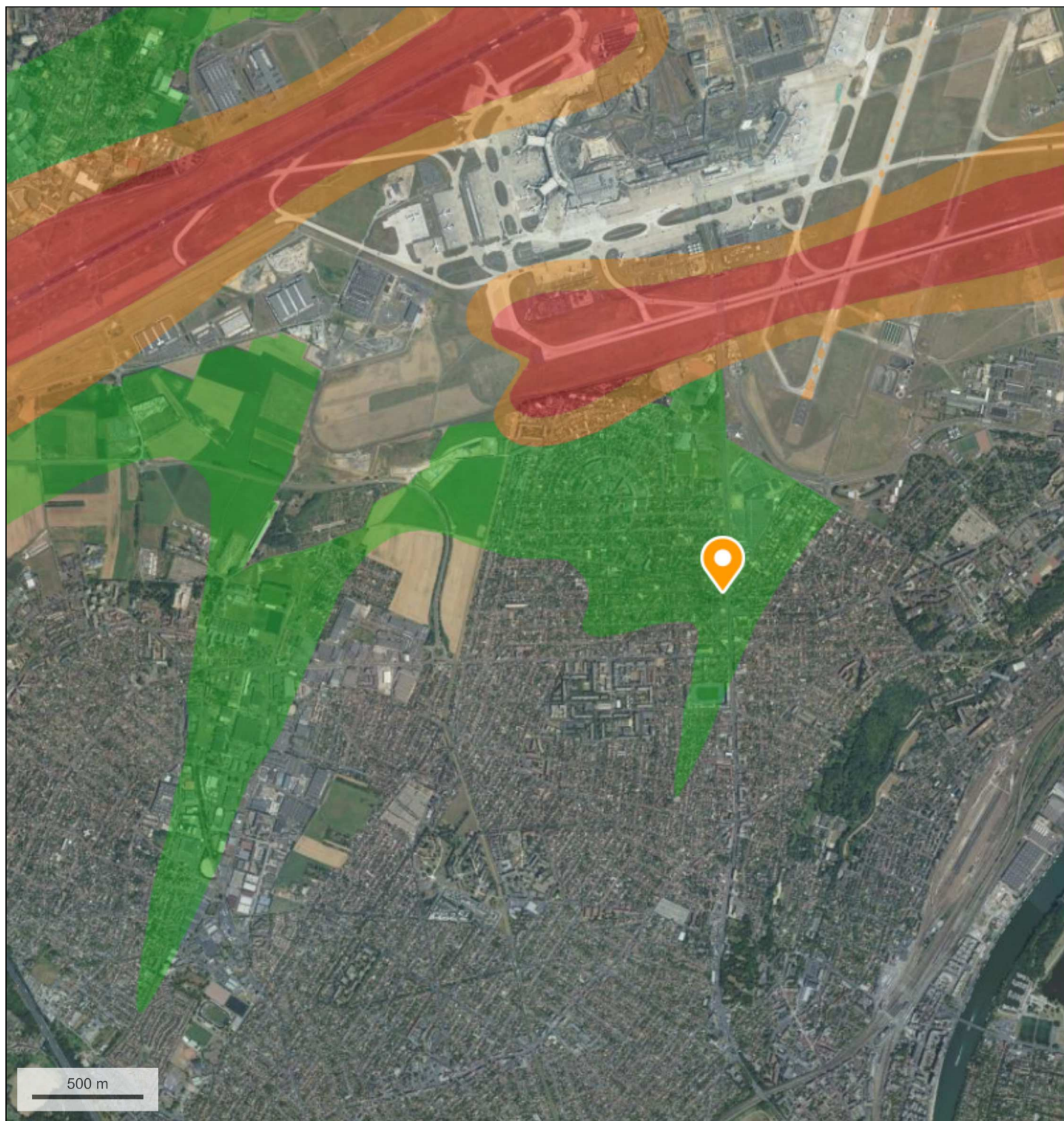
date / lieu

acquéreur / locataire

Le 19 Mai 2022 à LONGJUMEAU



information sur les nuisances sonores aériennes
pour en savoir plus consultez le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/>





ARRETE INTERPREFECTORAL

APPROUVANT LE PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT DE L'AERODROME DE PARIS-ORLY

n° 2012 / 4640

Les préfets des départements du Val-de-Marne et de l'Essonne,

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 147-1 à L. 147-8 et R. 147-1 à R. 147-11;

VU le décret du 6 octobre 1994 du Ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, relatif aux créneaux horaires sur l'aéroport d'Orly ;

VU le décret n°2002-626 du 26 avril 2002 fixant les conditions d'établissement des Plans d'Exposition au Bruit et Plans de Gêne Sonore des aérodromes et notamment ses dispositions relatives à la détermination des nouvelles valeurs d' indices sonores (Lden) à prendre en compte pour la délimitation des zones de bruit des aérodromes ;

VU le décret n°2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le code de l'urbanisme

VU les arrêtés préfectoraux n° 525 du préfet de l'Essonne et n°2010-6289, n°2011-1067, n°2011-1238 du préfet du Val de Marne créant des secteurs de renouvellement urbain ;

VU l'avis de la Commission Consultative de l'Environnement de l'aérodrome de Paris-Orly, en date du 18 décembre 2009, sur les valeurs de l'indice Lden à prendre en compte pour déterminer la limite extérieure de la zone B du projet de Plan d'exposition au bruit ;

VU l'accord exprès du ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, du 20 juillet 2010 pour engager la révision du Plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Paris-Orly ;

VU le projet de Plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Paris – Orly comportant un rapport de présentation et un plan au 1/25 000ème datés de décembre 2011 ;

VU l'arrêté interpréfectoral n°2011-1606 bis des préfets des départements du Val-de-Marne, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine en date du 16 mai 2011 prescrivant la mise en révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Paris-Orly ;

VU les avis des 38 communes et 11 Établissements Publics de Coopération Intercommunale compétents consultés ;

VU la lettre des préfets des départements du Val-de-Marne, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine en date du 27 octobre 2011 transmettant à l'Autorité de Contrôle des Nuisances Sonores Aéroportuaires, pour avis, le projet de Plan d'exposition au bruit accompagné des délibérations des communes concernées et des Établissements Publics de Coopération Intercommunale compétents ;

VU l'avis de la Commission Consultative de l'Environnement de l'aérodrome de Paris-Orly en date du 17 novembre 2011 transmis à l'Autorité de Contrôle des Nuisances Sonores Aéroportuaires le 28 novembre 2011 par le Préfet de la Région Ile de France ;

VU l'avis de l'Autorité de Contrôle des Nuisances Sonores Aéroportuaires du 5 janvier 2012 ;

VU le dossier soumis à enquête publique ;

VU l'arrêté du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, n°2012020-0001 du 20 janvier 2012, portant ouverture d'une enquête publique relative à la mise en révision du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Paris-Orly, du 10 février au 23 mars 2012 ;

VU le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête sur la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Paris-Orly, remis au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris le 4 mai 2012, émettant un avis favorable sans réserve ;

VU la lettre du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris en date du 22 juin 2012 sollicitant l'accord exprès du ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche pour l'approbation, par arrêté interpréfectoral, du Plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Paris-Orly ;

VU l'accord exprès à l'approbation du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Paris-Orly du ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche ;

Considérant que le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Paris-Orly approuvé le 3 septembre 1975 nécessite d'être révisé, pour le rendre conforme aux nouvelles dispositions réglementaires, notamment l'utilisation de l'indice Lden et pour tenir compte des évolutions du trafic et des conditions d'exploitation de l'aéroport consécutives à l'abandon du projet de l'une des pistes orientée nord-sud et à l'utilisation marginale de l'autre piste orientée Nord-Sud, dite piste n°2 ;

Considérant qu'il convient de limiter la construction et l'urbanisation autour de l'aéroport lorsqu'elles pourraient conduire à exposer de nouvelles populations aux nuisances générées par l'activité aérienne ;

Considérant que le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Paris-Orly approuvé le 3 septembre 1975 doit être révisé afin qu'il soit mis en conformité avec les dispositions de l'article L. 147-4-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.147-4-1 du code de l'urbanisme et des enjeux locaux d'urbanisme, le choix de l'indice Lden 65 pour la zone B permet de limiter l'accroissement de la population dans les secteurs exposés ou susceptibles d'être exposés aux nuisances sonores générées par l'activité de l'aérodrome, tout en préservant des perspectives de développement maîtrisé pour les communes concernées ;

Considérant la possibilité de création de secteurs de renouvellement urbain (SRU) délimités sur les territoires des communes situés dans la zone C du plan d'exposition au bruit en vigueur préalablement au 20 février 2009, pour permettre de conduire des opérations de réhabilitation et de réaménagement du tissu urbain ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures du Val-de-Marne et de l'Essonne

A R R E T E N T

ARTICLE 1^{er} :

Le plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Paris-Orly, annexé au présent arrêté, est approuvé.

ARTICLE 2 :

L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone A est fixé à 70 dB(A). L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone B est fixé à 65 dB(A).

ARTICLE 3 :

Le plan d'exposition au bruit concerne le territoire des communes suivantes :

Département du Val-de-Marne :

Ablon sur Seine, Villeneuve-Le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges ;

Département de l'Essonne :

Athis-Mons, Champlan, Chilly-Mazarin, Crosne, Longjumeau, Massy, Morangis, Paray-Vieille-Poste, Saulx-les-Chartreux, Savigny-sur-Orge, Vigneux-sur-Seine, Villebon-sur-Yvette, Villejust, Wissous.

ARTICLE 4 :

Conformément à l'article L.147-4-1 du code de l'urbanisme, dans la zone C du plan d'exposition au bruit en vigueur préalablement au 20 février 2009, les premier, deuxième et cinquième alinéas de l'article L. 147-5 restent applicables.

Cette zone, dite « ancienne zone C », est matérialisée sur la carte du plan d'exposition au bruit. Elle concerne en tout ou partie le territoire des communes listées à l'article 3 du présent arrêté ainsi que les communes suivantes :

Département du Val-de-Marne :

Boissy-Saint-Léger, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Limeil-Brévannes, Orly, Rungis, Thiais, Valenton ;

Département de l'Essonne :

Crosne, Longjumeau, Savigny-sur-Orge, Saux-les-Chartreux, Vigneux-sur-Seine, Villebon-sur-Yvette, Villejust.

Des secteurs de renouvellement urbain peuvent être délimités dans le périmètre de l'« ancienne zone C » pour permettre le renouvellement urbain de quartiers ou de villages existants, des opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain, dans les conditions prévues au 5ème alinéa de l'article L. 147-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 :

Le Plan d'exposition au bruit comprend :

- un rapport de présentation, avec notamment les données, les objectifs et les mesures prévues aux articles 3 et 5 du décret n°2006-361 du 24 mars 2006,
- un plan à l'échelle 1/25 000 ème faisant apparaître les limites des zones A et B du plan d'exposition au bruit, ainsi que la limite de la zone C du plan d'exposition au bruit en vigueur préalablement au 20 février 2009.

ARTICLE 6 :

L'arrêté interpréfectoral du 3 septembre 1975 approuvant le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Paris-Orly est abrogé.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs des préfetures du Val-de-Marne et de l'Essonne.

Cet arrêté ainsi que le plan d'exposition au bruit approuvé seront notifiés par le préfet de département territorialement compétent aux maires des communes concernées citées aux articles 3 et 4 et aux présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale compétents listés ci-dessous :

Département du Val-de-Marne :

Communauté d'agglomération du Haut Val-de-Marne, Communauté d'agglomération Plaine centrale du Val-de-Marne;

Département de l'Essonne :

Communauté d'agglomération Les Portes de l'Essonne, Communauté d'agglomération Europ'Essonne, Communauté d'agglomération du Val d'Yerres, Communauté de communes Cœur du Hurepoix, Communauté d'agglomération Sénart Val-de-Seine, Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté et le plan d'exposition au bruit seront tenus à la disposition du public à la mairie de chacune des communes concernées citées aux articles 3 et 4, aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale compétents cités à l'article 7 ainsi que dans les préfectures des deux départements concernés.

ARTICLE 9 :

Un avis mentionnant les lieux où les documents peuvent être consultés sera inséré dans deux journaux à diffusion régionale ou locale dans chaque département.

ARTICLE 10 :

Cet avis devra, dès sa réception, faire l'objet d'un affichage dans chacune des mairies des communes ainsi qu'aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés aux articles 3, 4 et 7 du présent arrêté. Les maires et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale attesteront de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage adressé au préfet de leur département.

ARTICLE 11 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'État selon les dispositions de l'article R-311-1 du Code de Justice Administrative dans le délai de 2 mois à compter de la date de la dernière mesure de publicité.

ARTICLE 12 :

Les secrétaires généraux des préfectures du Val-de-Marne et de l'Essonne, les maires des communes concernées et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 21 DEC. 2012

Le Préfet du Val-de-Marne



Pierre DARTOUT

Le Préfet de l'Essonne



Michel FUZEAU